

**ARRÊTÉ PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION  
ET INTERDICTION DE STATIONNEMENT  
1 RESIDENCE JEAN CACHEUX**

Le Maire de MAING,

Vu les articles L 2213-1 et L 2213-2 du code général des collectivités territoriales

Vu le code de la route

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 2-8<sup>ème</sup> partie- signalisation temporaire), modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifiée par des arrêtés subséquents

Vu la demande reçue le 28 janvier 2025 de la société DS TRAVAUX, domiciliée 27 rue d'Ennevelin, 59710 AVELIN,

*Considérant* qu'il y a lieu de prendre les mesures de sécurité pour permettre les travaux de terrassement en chaussée pour la suppression gaz au n°1 Résidence Jean Cacheux,

**ARRÊTE**

**Article 1 – Période de restriction : du 10 février 2025 au 11 mars 2025 inclus.**

Afin de permettre les travaux sus-désignés, la circulation de tous les véhicules se fera par empiètement sur chaussée, Résidence Jean Cacheux, le temps des travaux et au droit des travaux.

A l'approche des travaux, la vitesse sera limitée à 30km/h, avec une interdiction de dépasser.

Le stationnement des véhicules sera interdit au droit des travaux et pendant la durée des travaux.

Les véhicules en infraction considérés en stationnement gênant (R 417-10, dernier alinéa du code de la route) seront enlevés et mis en fourrière aux frais, risques et périls de leurs propriétaires. Ceux-ci seront poursuivis conformément aux loi et textes en vigueur.

La signalisation temporaire de chantier, conforme à la réglementation en vigueur sera fournie, posée à 100 ml de part et d'autre du chantier et maintenue en bon état de fonctionnement par l'entreprise DS TRAVAUX – 27 rue d'Ennevelin à AVELIN (59710) chargée de l'exécution des travaux. La pose de cette signalisation conditionne la prise d'effet du présent arrêté.

**Article 2** – Les prescriptions de l'article 1 ne s'appliquent pas aux véhicules des services communaux, de Police, de secours et de lutte contre l'incendie et aux véhicules des différents concessionnaires en cas d'urgence vitale.

**Article 3** – M. le Commissaire Divisionnaire de Police et la société DS TRAVAUX sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Centre de secours de Valenciennes, à Transvilles, au SIAVED pour le traitement de déchets ménagers et à la Société NICOLLIN pour la collecte.

Fait à MAING, le 30 janvier 2025



Po/Le Maire,  
L'Adjointe Déléguée

G. COLLET